

panorapresse.ouest-france.fr

Université de Rouen Normandie : le vote du budget 2026 se fera sous tension, sur fond de diminution des financements

3-4 minutes



L'université de Rouen, comme bien d'autres en France, souffre d'une baisse des dotations de l'État. Son budget 2026, soumis au vote vendredi 12 décembre, en est affecté. Photo d'illustration. | ARCHIVES OUEST FRANCE

Entre baisse des dotations et décisions nationales imposées, l'Université de Rouen Normandie, en [Seine-Maritime](#), tente de bâtir un budget 2026 sans dégrader son accueil et ses prestations. Il sera soumis au vote ce vendredi 12 décembre 2025.

L'intersyndicale [CFDT](#), [CGT](#), [FEDER](#) et [FSU](#) de l'[Université Rouen Normandie](#) (URN), en [Seine-Maritime](#), a prévenu qu'elle manifesterait, vendredi 12 décembre 2025, pour réclamer l'abandon des mesures d'austérité, à l'heure de la mise au vote du budget 2026.

« En tant que service public, l'URN doit être financée par l'État », affirme l'intersyndicale. « Or, la subvention pour charge de service public (SCSP) allouée ne permet plus à notre université d'assurer pleinement ses missions. Ce désengagement de l'État est inacceptable. » Pour autant, l'Université doit se doter d'un budget, que la présidence documente, espérant que le conseil d'administration l'entérine ce vendredi.

Lire aussi : [Financement des universités : le ministre annonce des assises en janvier](#)

Reconfiguration des projets

« Depuis 2023, l'URN a dû mobiliser plus de 10 millions d'euros de ses ressources propres pour financer des mesures salariales et réglementaires imposées par l'État, auquel s'ajoute l'impact croissant des coûts (y compris énergétiques)», explique le président de l'université, [Franck Le Derf](#). «[En 2025, notre université](#) présentera un déficit estimé à 5 millions d'euros mais qui pourrait s'avérer plus important, en raison d'une forte incertitude liée l'attribution finale des dotations de l'État. Pour 2026, l'URN devra absorber une nouvelle hausse significative de charges salariales, non compensées, qui représente environ 7 millions d'euros de surcoûts à financer dans un contexte où notre dotation reste insuffisante. »

Face à cette situation, l'université est contrainte de reconfigurer ses actions dans tous les domaines : ressources humaines, offre de formation (par exemple, des groupes de travaux dirigés vont fusionner), recherche, fonctionnement, investissement, mise à niveau de son parc immobilier... Pas de souci cependant pour la future bibliothèque universitaire mais des rénovations prévues de bâtiment seront mises en retrait.

Lire aussi : [POINT DE VUE. « Universités sacrifiées, jeunesse fragilisée »](#)

L'université « fera sa part »

Présenté ce vendredi, le budget 2026 fait apparaître 273,20 millions d'euros de recettes et 284,4 millions d'euros de dépenses. Soit un déficit de plus de 11 millions d'euros. « L'équation est impossible : exiger plus de service public avec moins de moyens », ajoute le président. « Il est irresponsable de multiplier les obligations sans en financer les conséquences. L'URN refusera que ses 35 000 étudiants, ses 38 unités de recherche ou ses 2 800 personnels deviennent les variables d'ajustement d'un modèle national déséquilibré et non assumé. » Malgré ces contraintes, l'URN entend « vouloir continuer d'assurer ses missions essentielles » et répète qu'elle « fera sa part » .

Marc BRAUN